

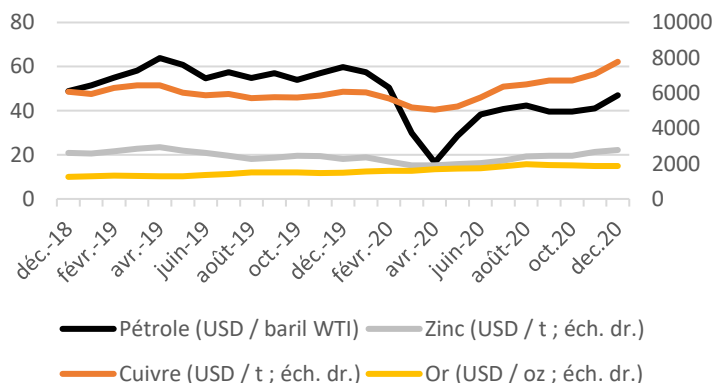


Région

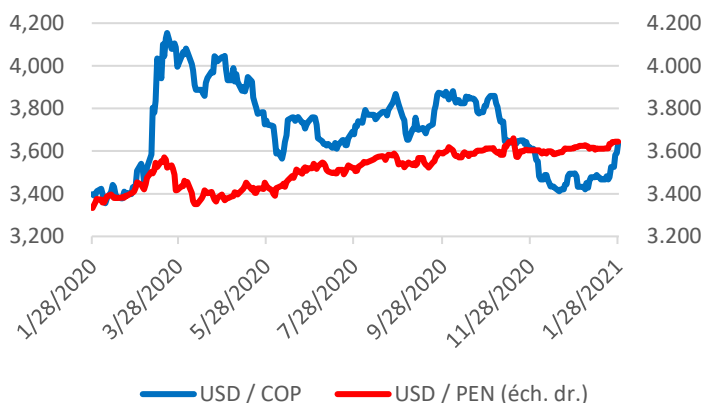
2019 – Population : 138 M

PIB : 785 Mds USD

Cours des matières premières (mensuel)



Taux de change (quotidien)



Bolivie

2019 – Population : 12 M

PIB : 42 Mds USD

La Bolivie se prépare à effectuer une émission souveraine de 3 Mds USD.

Le ministère de l'Économie a approuvé l'émission de 3 Mds USD en dette souveraine dont 2 Mds USD seraient utilisés pour financer la moitié du budget de l'investissement public du PLF 2021 (de 4 Mds USD). Il s'agit de la 4^e émission souveraine de l'histoire du pays, les deux premières avaient également été destinées au financement d'infrastructures.

Colombie

2019 – Population : 48 M

PIB : 328 Mds USD

Transdev va exploiter 406 bus électriques supplémentaires du système de bus public de Bogota.

Le processus de renforcement du système de transport par bus public *Transmilenio* dans la capitale du pays se poursuit. Ce mardi, Transdev, société française spécialisée dans les transports publics, présente à Bogota depuis 20 ans, a signé un accord de 874 MUSD pour exploiter 406 bus électriques dans la ville pendant 15 ans. Cet accord fait partie de la phase 5 de l'attribution des bus électriques qui entreront progressivement en service en 2021 et 2022, pour desservir 15 lignes connectées au système principal du *Transmilenio*, dont Transdev exploite avec son partenaire colombien Fanalca une partie des bus sur voie propre. L'objectif de ce processus est de poursuivre la mise en œuvre de routes zonales pour parvenir à un système 100 % intégré, intermodal et plus respectueux de l'environnement.

Les envois de fonds des travailleurs expatriés atteignent un nouveau record.

Selon les statistiques publiées par la Banque centrale, le montant total cumulé des *remesas* s'élève à 6,9 Mds USD en 2020, soit un chiffre supérieur de 2,5% à 2019. Les Colombiens à l'étranger ont profité de la dévaluation du peso, avec un record atteint en mars à 4.176,2 COP pour 1 USD, ce qui coïncide avec les entrées historiques à 715 MUSD ce même mois de mars 2020, avant qu'elles ne baissent fortement en avril (349 MUSD), la dépréciation du peso ne suffisant pas à compenser les effets de la crise économique. Sur l'année, les *remesas* sont aussi un outil important de soutien financier aux familles des travailleurs expatriés, particulièrement en temps de crise. Les envois de fonds vers la Colombie proviennent principalement des États-Unis et d'Espagne, bien que ces dernières années l'origine des *remesas* se diversifie, avec davantage de fonds en provenance d'autres pays tels que le Chili, l'Équateur, l'Argentine et la France.

En janvier, seuls 7% des entreprises de la capitale fonctionnent à plein régime.

Les quarantaines et les restrictions imposées par les autorités pour contrôler la propagation du coronavirus ont eu des répercussions sur les entreprises et la relance à Bogota. Selon les données de la Chambre de commerce de la capitale, qui présentera dorénavant mois par mois la dynamique des entreprises de la ville, seuls 7% d'entre elles fonctionnent à plein régime, alors que ce chiffre était de 12% en décembre dernier et de 24% en novembre.

Ecopetrol fait une offre pour le rachat des parts de l'Etat dans ISA.

La compagnie pétrolière publique Ecopetrol a annoncé une offre non contraignante pour le rachat de la participation de l'Etat colombien dans ISA, équivalente à 51,4% des titres, ce qui correspond selon les analystes

à environ 14 Mds COP (soit 3,8 Mds USD). Si elle est acceptée, la transaction permettrait à Ecopetrol de franchir une nouvelle étape de transformation sur la voie de la transition énergétique et de se positionner comme référence dans le transport d'électricité, tant dans le pays que la région toute entière. Pour l'Etat, la vente de ses titres serait un moyen de lever de nouvelles ressources alors que les finances publiques restent très affectées par les conséquences de la pandémie de la COVID-19 et qu'une potentielle réforme fiscale ne produirait ses effets qu'à partir de 2022. Une partie des ressources pour le rachat pourrait provenir d'une recapitalisation d'Ecopetrol, dans la limite du maintien d'une participation d'au moins 80% des titres par l'Etat (qui détient actuellement 88,49% des titres de l'entreprise). La Nation conserverait *in fine* le contrôle des deux entreprises. Les entreprises colombiennes EPM et GEB ont également annoncé leur intérêt dans le rachat des titres d'ISA.

Equateur**2019 – Population : 17 M****PIB : 108 Mds USD****Le pays prend de nouvelles mesures d'aide à la population.**

Le gouvernement équatorien a annoncé de nouvelles mesures d'aide pour pallier les conséquences liées à la crise sanitaire, financées par les bailleurs multilatéraux. Une aide unique de 500 USD sera versée aux personnes ayant perdu leur emploi (formel) pendant la crise sanitaire, soit environ 570.000 personnes. Par ailleurs le gouvernement versera 120 USD supplémentaires aux 480.000 foyers bénéficiaires de prestations sociales (*bono solidario*) et finalement prendra en charge les cotisations du régime de sécurité sociale de 10.000 agriculteurs touchés par la crise. Au total, ces nouvelles aides toucheront plus d'un million de personnes en situation précaire.

L'année 2020 s'achève avec une inflation négative.

En décembre 2020 l'inflation mensuelle a été de -0,03% (-0,01% en décembre 2019). L'inflation en g.a (et cumulée de l'année) s'est établie à -0,93% (-0,07% en décembre 2019). Il s'agit du 6^{ème} mois consécutif que le pays connaît une inflation mensuelle négative, reflet de la crise économique.

Pérou.**2019 – Population : 32 M****PIB : 229 Mds USD****Le gouvernement augmente l'impôt sélectif à la consommation (ISC) pour les cigarettes et les alcools.**

L'ISC (équivalent aux droits d'accises) pour les cigarettes augmente de 0,05 PEN par unité, soit 1 PEN supplémentaire (0,27 USD) pour un paquet de 20 cigarettes. L'ISC total s'élève désormais à 1,75 USD par paquet. Pour les spiritueux de plus de 20 degrés d'alcool, l'impôt augmente de 0,07 PEN/litre et s'établit à 3,47 PEN/l (0,95 USD/l). L'ISC pour le Pisco, l'alcool national bénéficiant d'un traitement différencié, qui n'avait pas changé depuis 2004, passe de 1,5 PEN/l à 2,17 PEN/l (0,59 USD/l), soit une hausse de 0,5 PEN (0,14 USD) par bouteille de 750 ml. D'autres produits soumis à l'ISC tels que la bière ou les combustibles voient leur taux maintenu. Avec ces nouvelles modifications, l'État pourrait collecter jusqu'à 22 MUSD supplémentaires cette année.

Dix régions dont Lima et Callao se re-confinent à partir du 31 janvier.

Le Président Sagasti a annoncé que 10 régions - dont l'aire métropolitaine de Lima et le Callao - étaient désormais classées en niveau d'alerte sanitaire « extrême » ; celles-ci devront entrer en confinement à compter du 31 janvier pour une durée de 15 jours (renouvelable le cas échéant). Le classement dans la catégorie d'alerte « extrême » implique de nombreuses restrictions : interdiction de sortir du domicile, sauf pour s'approvisionner en produits de base (aliments, médicaments...) et effectuer une heure quotidienne de promenade ; réduction à 40% de la capacité d'accueil des supermarchés, marchés, épiceries, pharmacies et banques ; fermeture au public des restaurants et magasins (livraisons autorisées) ; interdiction de circulation des véhicules particuliers et du transport interprovincial à l'intérieur et à destination de ces régions. Les centres de santé de premier niveau resteront ouverts, contrairement au confinement de l'année 2020. Depuis le 15 janvier, les régions sont classées en 4 catégories de risque : modéré, haut, très haut et extrême, cette dernière catégorie impliquant donc un confinement ; le classement est révisé tous les 15 jours. Les vols internationaux en provenance et à destination d'autres pays d'Amérique (à l'exception du Brésil) restent autorisés.

Le gouvernement annonce des mesures économiques pour soutenir les régions confinées.

Le confinement pour deux semaines à partir du 31 janvier de 10 régions dont Lima et Callao s'accompagnera de mesures économiques de soutien aux populations vulnérables concernées. Une subvention directe de 164 USD (65% du salaire minimum) sera distribuée à 4,2 M de ménages résidant dans les régions confinées (au Pérou plus de 70% des actifs travaillent dans le secteur informel). Les critères d'éligibilité devraient être précisés rapidement par le gouvernement. D'autre part, le paiement de l'IR (annuel), de l'IS et de la TVA est reporté d'un mois. A la différence du premier confinement en 2020, les secteurs des mines, de la construction, de la pêche, de l'agriculture et de l'industrie continueront d'opérer.

Venezuela**2019 – Population : 28 M****PIB : 70 Mds USD**

Le Guyana affirme que le Venezuela a immobilisé deux navires de pêche dans ses eaux.

Le Guyana a déclaré qu'un navire de la marine vénézuélienne avait arrêté deux navires qui pêchaient dans la zone économique exclusive du Guyana. Il s'agit du dernier différend en date dans le cadre d'un conflit frontalier de longue date entre les deux nations sud-américaines. Caracas revendique une grande partie de l'est du Guyana (62% du territoire du Guyana), une affirmation qui est rejetée par Georgetown. Le conflit a été ravivé ces dernières années alors que le Guyana a découvert en 2015 de très importantes réserves pétrolières off-shore au large de la zone contestée. Selon un communiqué du gouvernement guyanais, les navires ont été interceptés et conduits dans la ville portuaire de Guiria au Venezuela, où l'équipage et les navires ont été détenus.

La production de gaz a chuté de 50% obligeant près de 4 millions de ménages à se chauffer au bois.

En 2020, la production de gaz au Venezuela a atteint 20.000 barils par jour (pour une consommation nationale estimée à 62.000 bpj), en baisse de moitié par rapport à l'année 2019, une situation qui a entraîné une pénurie de carburant destiné aux bouteilles de gaz domestiques. Selon le suivi effectué par Gas Energy Latinoamerica, les pénuries de gaz domestique, couplées aux pannes d'électricité, ont conduit entre 4 et 4,5 M de familles vénézuéliennes à recourir aux anciennes pratiques pour la préparation de leurs aliments, comme la cuisson au bois, avec les multiples risques que cela implique pour la santé et l'écosystème.

Vers un retour du troc « pétrole contre diesel » ?

Selon les informations de Bloomberg, l'américain Chevron et le raffineur indien Reliance vont rencontrer cette semaine des représentants du Département d'État américain pour demander un assouplissement de certaines des restrictions imposées par l'administration précédente à l'industrie pétrolière du Venezuela. En tête de l'ordre des discussions: le rétablissement des transactions connues sous le nom de troc de pétrole contre diesel. Selon le média, les deux compagnies fonderaient leur argumentation sur le fait que le rétablissement des opérations ne fourniraient pas de liquidités au gouvernement et atténuerait la crise humanitaire dans le pays (le diesel est notamment nécessaire au transport des marchandises et des personnes et à la production électrique). Chevron, comme d'autres entreprises pétrolières américaines, a actuellement jusqu'au mois de juin pour mettre fin à ses opérations, à moins qu'il n'obtienne une prolongation de la licence pour opérer.

Dossier du mois

Les politiques de vaccination

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a annoncé en décembre 2020 mobiliser 1 Md USD pour financer la vaccination contre le Covid-19 en Amérique Latine et dans les Caraïbes. La banque appuiera les pays dans 3 domaines : l'achat de doses de vaccin à travers l'effort multilatéral et notamment le mécanisme COVAX (visant à investir dans l'accélération de la fabrication et la production de masse d'un vaccin COVID-19 approuvé pour sécuriser 2 Mds de doses d'ici la fin 2021), le renforcement institutionnel pour aider les pays à déployer une campagne de vaccination efficace et l'investissement pour aboutir à l'immunisation de groupe. Par ailleurs, la Caribbean Public Health Agency (CARPHA), financée par l'UE, a signé un accord avec la Pan American Health Organisation (PAHO) pour soutenir la participation des Etats-membres au mécanisme COVAX. Cette participation prendra la forme d'une aide pour verser l'acompte requis à Gavi, l'Alliance du Vaccin, qui est l'administrateur du dispositif COVAX.

En Bolivie, le gouvernement a signé des accords avec l'Institut Serum (fabriquant de vaccins d'Astra Zeneca) pour 5 M de doses, avec le laboratoire russe Gamaleya (vaccin Sputnik V) pour 5,2 M de doses et avec le mécanisme Covax facility pour vacciner 20% de la population éligible (2,2 M de personnes) via des vaccins Astra-Zeneca également. Les premières 600.000 doses du vaccin Sputnik devraient arriver fin janvier et un deuxième lot de 1,7 M arriverait en mars tandis que celles d'Astra Zeneca le feraient en avril. La campagne de vaccination commencera dès l'arrivée des doses Sputnik avec un premier groupe englobant 24% de la population et composé de trois sous-groupes : les professionnels de la santé, les personnes avec des comorbidités et les personnes âgées. Au total, le gouvernement aurait assuré autour de 15 M de doses, suffisant pour les 7,3 M d'adultes éligibles.

La Colombie a passé commande pour 40 M de doses de vaccins contre la Covid-19 dans l'objectif de vacciner 35 millions de personnes à partir de février dans une campagne déclinée en 2 phases et 5 étapes. La 1^{ère} phase vise à réduire la mortalité et l'incidence de formes graves de la maladie en protégeant les personnels de santé et les personnes les plus à risque. La seconde phase vise à réduire la contagion pour générer une immunité collective à 70%. La phase 1 se déroulera en 3 étapes : (1) vaccination des personnels de santé de première ligne et de la population âgée de 80 ans et plus, puis (2) de la population âgée de 60 à 79 ans et des personnels de santé de 2^{ème} et 3^{ème} ligne et enfin (3) de la population de 16 à 59 ans présentant des facteurs de comorbidité et les enseignants. La deuxième phase de vaccination se déroulera en deux étapes supplémentaires visant les aidants et travailleurs en situation à risque et enfin les personnes sans facteurs de comorbidité. A ce stade, le

gouvernement a annoncé avoir sécurisé 10 M de doses du vaccin Pfizer, 10 M du vaccin d'AstraZeneca et 9 M de doses du vaccin Janssen qui doivent permettre de vacciner les personnes prioritaires. La Colombie dispose de 3.000 centres de vaccinations et compte augmenter cette capacité. Par ailleurs, le gouvernement colombien a adhéré au mécanisme COVAX pour acquérir des doses afin de vacciner 20% de sa population.

L'Équateur est le deuxième pays en Amérique du sud, après le Chili, à démarrer le processus de vaccination avec Pfizer. Le pays a reçu le 21 janvier dernier une première livraison de Pfizer de 8.000 doses destinées à « la phase 0 » de vaccination des médecins, des policiers et des militaires (86.000 au total d'ici le mois de mars). Le gouvernement a par ailleurs passé des commandes à Pfizer (4 M), Moderna (2 M) et fait partie de l'initiative Covax (7 M). La campagne de vaccination destinée au grand public, dont l'objectif est la vaccination de 60% de la population (9 M de personnes en 2021, soit 18 M de doses), démarrera au mois de mars. Les autorités discutent également avec les laboratoires Johnson&Johnson. Le gouvernement prévoit un budget de 200 MUSD pour la campagne de vaccination.

Au Pérou, après une période d'incertitude sur la stratégie d'approvisionnement du pays qui n'avait mis en place aucun accord (hors COVAX), le gouvernement a conclu l'achat de 38 M de doses du vaccin de Sinopharm (avec une avance de 25,8 MUSD) dont 1 M devraient arriver en février. La campagne de vaccination est prévue en 3 phases avec une première phase concernant 1,1 M de personnes : personnel de santé, forces de l'ordre, pompiers, personnel de nettoyage, étudiants en médecine et les agents électoraux pour les élections d'avril. Avec l'ensemble de la commande, le Pérou espère vacciner autour de 15 M de personnes (la moitié de la population) avant l'hiver austral. En outre, un contrat d'achat-vente pour 14 M de doses a également été signé avec Astra Zeneca, dont les doses devraient arriver en septembre. Des accords préliminaires ont été signés avec le mécanisme Covax Facility pour 13,2 M de doses, sans date de livraison ni fournisseurs confirmés ; ainsi qu'avec Johnson&Johnson pour une livraison au premier semestre 2021 (sans quantité de doses confirmée). Le Pérou négocie encore avec Pfizer l'achat de 9,2 M de doses, dont 1,8 M pour le premier trimestre 2021.

Au Venezuela, le ministère de la Santé a approuvé le vaccin russe Sputnik V en janvier. Le pays, qui a participé aux tests cliniques du vaccin russe, devrait recevoir 10 M de doses au 1^{er} trimestre pour commencer la campagne de vaccination en avril, en commençant par les secteurs prioritaires. Selon le gouvernement, des doses supplémentaires du vaccin Sputnik V sont en cours d'acquisition. Le Venezuela a cherché par ailleurs à intégrer le mécanisme COVAX mais les problèmes de liquidité du pays et l'impossibilité de réaliser les paiements à temps ne lui ont pas permis d'intégrer le mécanisme multilatéral. Nicolas Maduro a annoncé se coordonner avec Cuba pour une potentielle acquisition d'un lot de vaccins bien que Cuba n'a encore validé aucun des 4 vaccins encore en phase de développement. Enfin, le Président a annoncé fin janvier la mise au point d'un antiviral vénézuélien 100% efficace : le Carvativir, surnommé « *gouttes magiques* ».

Au Suriname, le gouvernement a annoncé qu'il ne choisira que les vaccins approuvés par l'OMS, ce qui n'est que le cas de Pfizer à ce stade. Le Suriname devrait recevoir des doses du vaccin début février, à la suite de l'accord entre Pfizer / BioNTech et le mécanisme COVAX. Les personnels de santé de 1^{ère} ligne seront vaccinés en priorité. S'il y a suffisamment de vaccins disponibles, les infirmiers généraux qui ne sont pas chargés de la COVID-19 seront également vaccinés.

Le Guyana a pris part au mécanisme COVAX et devrait recevoir des doses pour vacciner 20% de sa population. En ce qui concerne l'acquisition des vaccins pour les 80% restants de la population, le gouvernement a entamé des discussions avec le gouvernement indien qui travaille à la production d'au moins 1 Md de doses. Des discussions sont également en cours avec la Russie et l'Argentine, qui s'est engagée à fournir 250 M de doses de son vaccin aux pays d'Amérique du Sud, une fois les tests réussis. Les vaccins seront administrés gratuitement. Le ministère de la santé a par ailleurs reçu deux réfrigérateurs solaires et 50 porte-vaccins de la part de l'UNICEF. Ces donations viennent soutenir le programme de vaccination et renforcera la capacité de sa chaîne du froid.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à jeanne.morinay@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité : le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12

Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine

Revu par : Julien BUISSART

Version du 24 septembre 2020